

Taxe d'accise—Loi

Mon ami le député d'Ottawa-Carleton est venu en Saskatchewan et s'est rendu compte de la sécheresse. Je me réjouis qu'il soit venu. Il est nécessaire que beaucoup de députés connaissent mieux nos diverses régions. J'espère que le député se joindra à nous pour exercer des pressions sur le premier ministre afin qu'il débloque des fonds pour les habitants du sud-ouest de la Saskatchewan.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je l'ai déjà fait.

M. Nystrom: Je m'en réjouis. Le député d'Assiniboia a consacré beaucoup de temps à préparer un rapport spécial, mais le premier ministre n'y a toujours pas donné suite. On s'était engagé à la Chambre à le rendre public depuis bien longtemps. Même vous, monsieur le Président, pourriez user de votre énorme influence pour exercer des pressions sur le premier ministre, car nous avons besoin de cet argent, et ces gens l'apprécieraient sûrement.

● (1210)

Les conservateurs ne sont pas maîtres du temps. Je sais que le premier ministre croit pouvoir contrôler bien des choses, mais il n'est pas maître du temps. Les conservateurs contrôlent cependant les cordons de la bourse, et si on peut trouver un milliard de dollars à dépenser pour renflouer les banques, on pourra sans doute trouver aussi quelques millions pour les agriculteurs.

Le président suppléant (M. Paproski): La période réservée aux questions et observations est maintenant écoulée.
[Français]

M. Louis Plamondon (Richelieu): Monsieur le Président, je voudrais remercier la Chambre de me donner l'occasion de m'exprimer sur un projet de loi qui contribuera à rétablir la situation économique de ce pays.

Une voix: Oh, oh!

M. Plamondon: Vous aurez votre tour.

En effet, monsieur le Président, le projet de loi C-80 tendant à modifier la Loi sur la taxe d'accise et d'autres lois en conséquence augmentera les recettes du gouvernement de 2,5 milliards de dollars en 1986.

Monsieur le Président, évidemment la tâche qui nous incombe aujourd'hui à nous, députés du parti progressiste-conservateur, n'est pas des plus réjouissantes. Demander à la population de s'imposer des sacrifices n'est jamais chose facile. Mais l'état des finances dont nous avons hérité du gouvernement précédent, était-il besoin de le souligner encore, ne nous laisse aucun choix. Ce qui nous rend la tâche encore plus difficile, c'est quand nous réalisons, et je le dis en essayant de ne pas m'emporter, que les élus du gouvernement précédent ont plongé ce pays dans une situation particulière, par leurs dépenses mal dirigées, par leur manque d'intérêt envers l'économie, par leur complète absence d'aptitudes administratives et par leur peur chronique d'agir au moment où l'inflation ravageait, car ils ne voulaient pas déplaire, dans le seul but de conserver leur petit royaume, par leur goût davantage prononcé pour la distribution de petits cadeaux, n'encourageant ainsi que la politique de cataplasme qu'ils ont érigée en système pendant plus de 15 ans, par leur arrogance légendaire qui priva ce pays des opinions de tous les intervenants économiques et sociaux.

Pendant plus de 15 ans, par leur absurde phobie, cet incroyable faux-fuyant à faire porter tous les maux de ce pays

sur le dos des nationalistes, qu'ils soient du Québec ou d'ailleurs au Canada, par leur légendaire mais combien dégradante habileté à déplacer l'attention des médias sur de faux problèmes quand les vrais eux croupissaient en attente de leur bienveillante complaisance, oui, monsieur le Président, ces gens-là, et j'espère que jamais personne ne l'oubliera, ont plongé le pays dans une situation difficile, mais qui déjà, grâce au sens des responsabilités des députés de ce gouvernement, s'améliore.

Monsieur le Président, nous ne parlons pas à travers notre chapeau. En moins d'un an et demi, nous avons sûrement fait plus pour les Canadiens, que les soi-disant néo-libéraux-démocrates n'auront fait en 15 ans.

Monsieur le Président, durant la campagne électorale, nous avons promis de renverser la vapeur, nous avons promis de jeter à bas les programmes de mendicité, ces fameux programmes où l'on avait habitué une grande partie des Canadiens à ne compter que sur leurs bons députés paternalistes, ces fameux programmes qui avaient fait perdre son identité créatrice à ce que tout pays a pourtant de plus créateur, prometteur, et de plus sacré, ses jeunes, ces fameux programmes qui enlevaient toute possibilité de recyclage, ou presque, aux travailleurs dans la quarantaine qui venaient de perdre leur emploi à cause d'un gouvernement tout à fait incapable de sortir des sentiers battus tellement dépourvu d'imagination qu'il était.

Monsieur le Président, ce gouvernement est extrêmement fier d'avoir détruit en mille morceaux ces vestiges de l'atrophie mentale de faux jésuites.

En effet, ce gouvernement a misé sur la volonté des Canadiens de bâtir un pays neuf, un pays qui n'a pas peur de se lancer à l'assaut de l'imaginatif, un pays qui donne à chacun de ses habitants la possibilité d'accéder à une carrière, qui donne à ses habitants le goût de se lancer en affaires, qui leur donne les moyens de se sortir de la peur créée par l'ignorance et engendrée par le paternalisme.

Monsieur le Président, madame la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) a su relever ce défi qu'elle avait de sortir des sentiers battus. Elle a fait preuve de grande confiance envers l'entreprise privée. Elle a compté sur l'intelligence des jeunes et des Canadiens en général, au lieu de les traiter en mère nourricière, comme le gouvernement précédent l'avait fait. Et, monsieur le Président, elle a gagné, je le répète, elle a gagné ce défi.

Les programmes en place aujourd'hui ne sont plus, mais plus du tout considérés comme des béquilles que l'on doit traîner toute notre vie, mais bel et bien comme des tremplins à une formation tellement nécessaire de nos jours.

Monsieur le Président, en parlant ainsi, je ne m'éloigne pas du sujet, car à toute bonne chose il y a, malheureusement, un prix. Et les Canadiens, en nous élisant le savaient fort bien. Nul gouvernement, même si je n'hésite pas à remettre à Caligula ce qui appartient à Caligula, qui se voit confronté par un désastre, ne peut abdiquer simplement en renvoyant la balle aux causes du désastre. Il lui faut agir, et en bon gouvernement, tâcher, avec toutes ses ressources et avec l'aide de ses concitoyens, de tous les milieux, tenter de trouver les meilleures solutions et cela, au coût le plus économique, surtout si ce même gouvernement s'est vu laisser un pays au bord de l'abîme.